



**ARRETE MUNICIPAL n°2023-51**  
**Portant renouvellement d'une concession**  
**dans le cimetière communal**  
**Concession THERY**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu, le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et 2, L2213-8 à L.2213-10, L.2223-13 à L.2223-18, R.2223-10 à R.2223-23,

Vu, la délibération du conseil municipal n°2021-052 du 02 juillet 2021 fixant les tarifs des renouvellements des concessions des cimetières municipaux de Grésy-sur-Aix pour l'année 2021,

Vu la demande de renouvellement formulée le 09 février 2023 par Madame Michelle THERY, domiciliée 01 rue Isaline à Aix-les-Bains,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le renouvellement des concessions dans le cimetière communal.

Considérant que la concession n°24-G (3 places) délivrée le 22 octobre 1991 pour une durée de 30 (trente) ans à Monsieur Lucien THERY, concessionnaire originel est arrivée à échéance.

**ARRETE**

**Article 1** La concession identifiée ci-dessus est renouvelée pour une période de 15 (quinze) ans à compter du 22 octobre 2021.

**Article 2** : Le renouvellement par l'ayant droit sus-désigné est effectué pour l'ensemble des successeurs du concessionnaire originel.

**Article 3** : Le renouvellement est accordé moyennant la somme de 500 € (sept cent euros) qui a été versé dans le caisse du percepteur municipal réparti comme suit :

- 333,33 € (trois cent trente-trois euros et trente-quatre centimes) pour la part commune suivant quittance n° 158 du 04/05/2023.
- 166.67 € (cent soixante-six euros et soixante-sept centimes) pour la part CCAS suivant quittance n° 49 du 04/05/2023.

**Article 4** : un exemplaire du présent arrêté sera adressé aux bénéficiaires de la concession ainsi qu'au comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains.

**Article 5** : Ampliation est faite à :

- Monsieur le Maire de Grésy-sur-Aix
- Monsieur le Comptable public de la trésorerie d'Aix-les-Bains
- Madame Michelle THERY

Fait à Grésy-sur-Aix, le 07 mars 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 08/03/2023  
Notifié à l'intéressé le : 08/03/2023  
Certifié exécutoire le : 08/03/2023



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.